

Les agricultures latino-américaines : dynamiques et enjeux de développement

Martine Guibert

Université de Toulouse, Département de géographie-aménagement, Équipe de recherche « Dynamiques rurales »

Sébastien Velut

Professeur, Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL), directeur du Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine (CREDA) UMR 7227 (Centre national de la recherche scientifique – CNRS, Université de Paris 3 Sorbonne nouvelle)

Les tensions récentes sur les marchés agricoles internationaux et le dynamisme de la demande mondiale tirée par la croissance démographique, la diversification des besoins et les demandes des pays émergents ont relancé la question alimentaire. Celle-ci soulève de nombreux défis tant en matière productive qu'environnementale, qui concernent directement les pays latino-américains, qu'ils soient exportateurs ou importateurs de denrées alimentaires de base. Plus que jamais tournées vers l'innovation, les agricultures de ces pays, au-delà de leur diversité et de leur stade de développement, connaissent un processus d'intensification rapide et d'extension sur des espaces récemment déboisés ou des terres d'élevage désormais destinées aux productions végétales. Or, si les velléités exportatrices sont stimulées par un marché mondial porteur et en voie de diversification (achats en hausse par les pays du Sud, nouveaux produits, ouverture commerciale, etc.), la croissance des débouchés nationaux traduit une demande urbaine dynamique et en mutation (augmentation de la consommation de produits carnés, d'aliments à base de blé, de légumes et de fruits, de plats préparés, etc.). Par ailleurs, le délaissement, au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, d'un grand nombre de productions vivrières au profit des cultures commerciales a fortement accru la dépendance alimentaire : les importations ont été quintuplées entre 1970 et 1990, elles ont pris surtout le chemin des pays méso-américains et andins. Ainsi, si ces perspectives commerciales et l'incorporation potentielle de terres

augurent d'un rôle majeur de l'Amérique latine en tant que fournisseur stable des marchés agricoles et alimentaires, proches et lointains, tout en confortant ce secteur économique en tant que source appréciable de devises, elles posent aussi la question de la permanence de choix politiques et productifs qui ne semblent pas toujours garantir à moyen terme la sécurité alimentaire régionale.

Intensification productive, expansion spatiale, pression foncière, changements alimentaires : tels sont les quatre principaux facteurs dans les mutations des agricultures latino-américaines du XXI^e siècle. Il est clair que l'ensemble des territoires ruraux ne peuvent espérer bénéficier des dynamiques induites par l'extension de grandes cultures d'exportation, ils peuvent même être menacés par leurs impacts sur les ressources (patrimoine naturel, eau, biodiversité) et les populations locales (moindre activité, retard technologique, exode rural, etc.). De plus, l'urbanisation, généralement de faible densité spatiale en Amérique latine, grignote des terres agricoles ; elle entraîne des besoins alimentaires accrus et renouvelés par les exigences des classes moyennes urbaines, et pose la question cruciale de la logistique et de l'organisation des approvisionnements.

Les enjeux de développement sont dès lors considérables tant sur un plan social et économique, qu'environnemental et spatial. Il en va du devenir d'espaces ruraux marqués par le départ de populations aux faibles niveaux de vie et de revenus, sans accès aux emplois et aux services, alors que leur valorisation touristique est balbutiante. Le dilemme foncier perdure, l'inégale distribution des terres soutenant un discours sur les réformes agraires revendiquées par les petits producteurs et n'étant pas résolue par l'exutoire que représente les fronts pionniers. Il prend des formes inédites du fait d'achat de terres de la part d'acteurs souvent extra-agricoles, peu ancrés localement et animateurs de formes de production hautement technicisées. En outre, l'action publique mobilise de nouveaux modes d'intervention et de soutien, qui englobent, sans trop les distinguer parfois, politiques de développement agricole et de développement rural. Ils sont aujourd'hui un peu plus attentifs au nécessaire maintien de l'agriculture de type familial et aux problèmes alimentaires des populations démunies.

1. Les mutations productives

1.1. Agriculteurs et agricultures

À l'échelle mondiale, l'Amérique latine s'affiche comme la région qui a le moins d'actifs dans l'agriculture (environ 45 millions de producteurs, selon les chiffres de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agriculture Organization – FAO) de 2000, contre plus d'un milliard en Asie ou plus de 170 millions en Afrique sub-saharienne). Or, en participant aux échanges internationaux (environ 10 % de l'offre agricole totale, mais plus de 70 % de celle en produits tropicaux tels la banane ou le café), au mouvement d'investissements de capitaux transnationaux et à la diffusion de technologies à la base de systèmes productifs standardisés (cultures céréalières de grande échelle, élevage intensif, vitiviniculture hautement technicisée, etc.), le secteur agricole et alimentaire latino-américain s'inscrit activement dans le processus de mondialisation des méthodes et des pratiques technologiques.

Au niveau national, les activités de production agricole représentent une part non négligeable de la richesse produite : 10 % en moyenne du PIB pour l'ensemble des pays (par exemple l'Argentine, 7 % dans le cas du Brésil), mais jusqu'à plus de 20 % pour des pays comme le Paraguay ou le Guatemala. L'ajout des activités de production alimentaire renforce cette importance. En termes de population, selon la FAO¹, entre 1950 et 2000, l'Amérique latine a gagné environ 30 millions de ruraux (ils étaient 126 millions en 2003, sur 543 millions de Latino-Américains) du fait de la croissance démographique naturelle. Entre 1970 et 2000, le nombre d'agriculteurs a crû en Amérique latine de 12 %. Globalement, la population agricole représente de 10 à 60 % de la population active des pays latino-américains, cet écart ample reflétant le niveau de richesse : la faiblesse du nombre de producteurs est inversement proportionnelle au niveau de développement, les pays du Cône Sud

¹ Jean-Paul Charvet, 2009 (2^e éd. 2006, 1^{re} éd. 2004), *L'alimentation dans le monde – mieux nourrir la planète*, Paris, Petite Encyclopédie Larousse, 128 p.

concentrent moins d'agriculteurs que les pays andins ou centre-américains. L'exode rural et le départ des producteurs se poursuivent, attisés par la modernisation des campagnes qui marginalise les petits producteurs et l'attractivité des centres urbains. Cependant, comme dans le cas des pays andins, la pression démographique et des pratiques de mobilité locales permettent à des familles paysannes de rester, au risque d'un morcellement de leurs trop petites structures de production. Sinon, les habitants partis vivre dans la capitale ou à l'étranger envoient régulièrement une partie de leurs gains à la communauté ; le lien est ainsi maintenu, voire renforcé. Ailleurs, en plaine et sur les fronts pionniers, la mise en culture participe de l'augmentation de la quantité des terres cultivées : au total, à l'échelle du continent, le nombre d'hectares cultivés est passé de quelque 50 millions dans les années 1950 à plus de 200 au milieu des années 2000.

Les vastes espaces cultivables au regard de populations relativement peu nombreuses restent l'un des principaux atouts des agricultures latino-américaines vis-à-vis des marchés mondiaux de produits agricoles et alimentaires. Les grands États sont, sans surprise, les mieux dotés, mais c'est aussi chez eux que se pose de façon plus aiguë la question de la déforestation et de la mise en culture des espaces intérieurs du continent.

Tableau 1. Les surfaces agricoles en 2007

	Surface totale (km²)	Surface agricole utile (km²)	Terres arables	Cultures permanentes	Pâtures	Forêts
Argentine	2 736 690	1 333 500	325 000	10 000	998 500	301 194
Brésil	8 459 420	2 645 000	610 000	75 000	1 960 000	5 261 052
Chili	743 532	157 360	12 660	4 570	140 130	161 182
Colombie	1 109 500	424 360	19 980	15 720	388 660	608 020

Équateur	248 360	74 120	11 950	12 200	49 970	104 578
Mexique	1 943 950	1 025 060	245 780	27 400	751 880	652 676
République Dominicaine	48 320	25 170	8 200	5 000	11 970	13 760
Pérou	1 280 000	214 200	36 500	7 700	170 000	684 420
Venezuela	882 050	213 500	26 500	7 000	180 000	471 378

Source : FAO Stat.

Du point de vue des grandes productions, Argentine, Brésil et Mexique se caractérisent par l'importance des volumes produits. L'Argentine se distingue particulièrement car quoique de plus petite taille que le Brésil, elle produit davantage de blé et presque autant de soja que son grand voisin. Inversement, des pays comme la Colombie ou le Chili sont des producteurs plus modestes sur le plan quantitatif, ce qui n'empêche pas l'État de vouloir faire du Chili une puissance alimentaire.

Tableau 2. Les grandes productions (milliers de tonnes, 2008)

	Blé	Canne à sucre	Maïs	Pomme de terre	Soja
Argentine	8 508	29 950	22 017	1 950	46 238
Brésil	6 027	645 300	58 933	3 677	59 242
Chili	1 238	-	1 365	966	-
Colombie	39	38 500	1 727	2 373	56
République Dominicaine	-	4 824	27	33	-
Équateur	8	9 341	805	267	61
Mexique	4 019	51 107	24 620	1 670	153
Pérou	207	9 396	1 481	3 579	3
Venezuela	0	9 448	2 996	421	51

Source : FAO.

1.1. Les chemins de l'innovation

Les dynamiques spatiales des agricultures et l'évolution des populations rurales d'Amérique latine supposent de raisonner en termes de diversité, de facteurs pérennes mais aussi de bouleversements, à la fois rapides et ancrés dans le temps long des transformations des réalités sociales et territoriales. Après avoir été au cœur du système d'extraversion colonial et de l'expansion économique de la fin du XIX^e siècle, les systèmes agricoles ont porté, grâce aux devises fournies, les tentatives d'industrialisation des années 1950 et 1960. Ils ont connu une phase de forte modernisation, en grande partie suscitée par la révolution verte des années 1960 et 1970 et prolongée par l'incorporation régulière d'innovations. À l'heure actuelle, à côté d'autres activités (énergétiques, industrielles, etc.), les exportations de produits bruts (*commodities*, tels les grains) ou peu transformés (biens agro-industriels de première transformation comme les produits dérivés du soja ou les produits carnés) contribuent à l'embellie économique que vivent la plupart des pays latino-américains depuis le milieu des années 2000.

À côté des grands systèmes technicisés, se maintiennent des agricultures paysannes, particulièrement sur les hauts plateaux et dans les milieux montagnards andins et méso-américains, berceaux agricoles du continent d'où sont originaires nombre de plantes cultivées (maïs, pomme de terre, avocat, tomate, cacao, haricot, piment, etc.), mais qui ont été profondément déstructurés par les vagues successives des mondialisations. Pourtant, l'étagement des cultures, associé à la diversité des expositions de versants et des conditions agro-écologiques, assure toujours une grande variété productive associant agriculture et élevage (par exemple, quinoa et tubercules en Bolivie et au Pérou). Cette agriculture de subsistance est pratiquée dans les *minifundios*, petites structures bien souvent insuffisantes pour nourrir correctement familles et communautés. Or, ces populations d'origine indienne, dont l'organisation sociale repose sur des pratiques communautaires vivaces, connaissent une grande pauvreté et une forte marginalisation. Faiblement

insérées dans les circuits commerciaux nationaux, elles satisfont mal et difficilement leurs besoins et font appel à l'aide alimentaire (livraison gratuite de farine de blé) qui tend à se généraliser dans les zones les plus peuplées, soumises à une forte pression démographique.

L'attrait des cultures commerciales, en remplacement des productions traditionnelles, peut également masquer, par-delà les avantages immédiats retirés, telle une rentabilité financière à court terme, des dysfonctionnements socio-économiques latents, qui s'ajoutent aux problèmes de reproduction et de maintien des ressources et des moyens techniques mobilisés. La culture de la mangue d'exportation au Pérou aboutit ainsi à déstructurer les rapports sociaux entre producteurs d'une même région, entre ceux qui s'insèrent dans les circuits commerciaux mondiaux et ceux qui en sont exclus². De plus, le départ à la ville ou la migration à l'étranger de certains membres de la communauté déstabilise des méthodes de production fondées sur le partage du travail en regard de la possession collective de la terre et de sa mise en valeur par tous et pour tous. L'envoi d'argent, depuis leur nouveau lieu de vie et avant un retour éventuel, s'il soutient bien souvent des économies familiales précaires, complique les rapports sociaux, favorise non sans tensions un mode de vie plus urbain et consommateur.

Dans le cas des milieux de plaine, tandis que les plantations tropicales, telles les bananeraies dans les zones littorales et côtières d'Amérique centrale et de la Caraïbe, reproduisent une organisation industrielle et exportatrice (capital étranger, intensification, conditionnement, organisation sociale, etc.), les grandes plaines sud-américaines, mises en valeur à partir de la fin du XIX^e siècle par des migrants européens qui ont diffusé le mode d'agriculture de type familial (surfaces moyennes, coopératives), sont en revanche l'épicentre de transformations successives et profondes. Après la crise des années 1950 et

² Evelyne Mesclier et Evelyne Mesclier, Le paradoxe social d'un territoire gagnant : l'exemple de Motupe au Pérou. Jérôme Lombard, Evelyne Mesclier et Sébatien Velut (éds). , *La mondialisation côté Sud*, Paris, Editions de l'IRD. p. 373-388.,

1960, la mécanisation et les innovations (hybrides, méthodes culturales) des années 1970 ont stimulé dans ces régions de climat tempéré à subtropical (pampas brésilienne, uruguayenne et argentine et leurs franges, centre du Mexique), et dans les zones de front pionnier (centre-ouest brésilien, est de la Bolivie), une phase inédite d'accroissement de la production, avant la période de stagnation des années 1980 et le rebond des années suivantes.

En ce début de XXI^e siècle, des conditions macro-économiques favorables (taux de change, crédit, innovations accessibles, prix internationaux en hausse), et l'adoption de technologies performantes transforment les itinéraires techniques et donnent de l'élan aux productions demandées sur le marché mondial. Ainsi, la culture du soja est le fer de lance d'une dynamique spatiale inédite et étendue à l'ensemble des régions de plaine du Cône Sud, que ce soit dans les zones agricoles traditionnelles (pampa) où il remplace les autres cultures et l'élevage (viande et lait), ou dans les zones de front agricole comme les Cerrados brésiliens ou l'Est bolivien. En 2009, plus de la moitié de la superficie totale emblavée en Argentine (Pampa et régions alentours) l'est en oléo-protéagineux, le soja (presque totalement transgénique) accaparant la quasi-totalité de ce pourcentage³. De même, la canne à sucre (pour l'éthanol) gagne du terrain, notamment dans le Centre-Ouest brésilien. Enfin, la mise en culture des pâturages provoque le parcage plus fréquent des animaux (*feed lots* pour la dernière phase d'engraissement), voire la délocalisation des troupeaux vers les régions plus sèches et plus arides (processus de « tropicalisation » de l'élevage).

La métamorphose productive actuelle, en raison de la progression de cultures hautement mécanisées et technicisées (qui constituent une moindre source d'emploi que les activités d'élevage), alimente de fait le processus de départ des petits producteurs et, plus généralement, de la population rurale. L'arrivée

³ Martine Guibert, 2009, « Soja sans frontières : vers une spécialisation productive du Bassin du Río de la Plata ? », p. 431-444, in M. Guibert, S. Carrizo, P. Ligrone, B. Mallard, L. Ménanteau et G. Uribe (éd.), *Le Bassin du Río de la Plata : intégration régionale et développement local*, Toulouse, éd. des PUM, coll. « Hespérides Amérique », 555 p.

en ville de ces derniers s'est accélérée tout au long des années 1980 et 1990, l'endettement, les difficultés de production et les variations des prix internationaux entraînant l'expulsion des producteurs les plus fragiles. Ainsi, en Argentine, en une quarantaine d'années, la Pampa a perdu près de la moitié de ses exploitations, désormais au nombre de 134 000 environ (recensement de 2002). Habitant rarement dans leur exploitation, les producteurs grands et moyens ont donc choisi le centre urbain proche ou la grande ville pour s'installer avec leur famille. Ces agriculteurs citadins animent la vie locale, au gré de leurs déplacements fréquents et de leurs besoins en services et en biens. Les agrovilles accueillent de plus les entreprises fournissant des intrants, assurant la vente et l'entretien des machines, ainsi que les intermédiaires de la transformation et de la commercialisation (stockage, trituration, industries de transformation, travail à façon, exportateurs). Elles sont les nœuds de complexes agro-alimentaires où les acteurs de l'amont et de l'aval, nationaux et transnationaux, influencent les filières. Ceux qui gèrent les opérations de *trading* et d'exportation sont localisés dans les grands centres urbains de décision et d'embarquement portuaire, comme par exemple Rosario, en Argentine, qui bénéficie particulièrement de ces effets d'entraînement et dont la bourse du commerce fixe un des prix de référence mondial pour le soja.

Ce processus classique s'accompagne d'un phénomène assez récent de concentration productive. En effet, les régions du Rio de la Plata, dont en premier lieu les espaces agricoles argentins, vivent des situations de rente inédites, où les propriétaires perçoivent un loyer en échange de la mise à disposition de leur actif foncier auprès de sociétés qui articulent et contrôlent les différentes étapes de la production, en rassemblant acteurs financiers et investisseurs, entrepreneurs de travaux agricoles et agro-fournisseurs, ingénieurs agronomes et conseillers techniques, acteurs de la commercialisation et de l'information sur les marchés. Gérant des centaines, voire des milliers d'hectares, parfois dans plusieurs régions ou dans un pays limitrophe, ces entreprises de production agricole présentent une pérennité plus importante que les « pools de culture », figure productive provisoire qui réunit

localement des producteurs autour des actifs nécessaires à une campagne agricole⁴. Leurs modes d'action, extrêmement efficace du point de vue de la production et de la rentabilité, pose néanmoins la question de l'épuisement des sols.

Largement suscitées par les stratégies de développement des acteurs privés, ces mutations accélérées, qui tendent à privilégier certaines modalités productives et certaines catégories d'espaces et de producteurs, sont également soutenues par les États. Cet accompagnement tend en ce moment à être complété par une reconnaissance de l'agriculture familiale.

2. Des politiques publiques plus sensibles à la cause de l'agriculture familiale

En règle générale, les politiques agricoles et alimentaires sont d'une ampleur réduite : il s'agit plutôt de programmes ponctuels ou sectoriels. De plus, la volonté de faire rentrer de plain-pied les agricultures latino-américaines dans l'économie de marché n'a pas bénéficié aux différentes catégories de producteurs de manière égale. En effet, tout au long de la seconde moitié du XX^e siècle, les productions et les acteurs dominants ont été privilégiés par la puissance publique, celle-ci étant à l'écoute des principes déterminés par les organismes internationaux. Les choix politiques ont finalement offert peu d'alternatives et de soutien aux paysanneries ou aux producteurs familiaux⁵ et le relais, au niveau local, a été assuré par des programmes sectoriels, animés par des conseillers techniques des agences de développement agronomique ou par des acteurs extérieurs (ONG). Ces programmes ont pour cible des filières précises, et pour objectif la spécialisation productive et la recherche de

⁴ Susana Grosso *in* M. Guibert *et alii*, 2009, « Dossier Argentine : l'agriculture au défi de la financiarisation », p. 115-276, *Déméter 2010 – Économie et stratégies agricoles*, Paris, Club Déméter, A. Colin, dont le texte de S. Grosso, « Les pools de culture : diversité des combinaisons financières et productives », p. 223-254.

⁵ Eric Sabourin et Jean Philippe Tonneau, « Agriculture familiale et politique publique de développement : le cas du Brésil de Lula, » *Confins*, 9, 2009 ? .

meilleures conditions de mise sur le marché, soit à l'échelle locale (marchés urbains), soit à l'échelle internationale (commerce équitable, exportation de niche, etc.).

Ainsi, dans le cadre du type de développement agricole diffusé par les pouvoirs publics, des producteurs indigènes et des petits producteurs paysans ont adopté les méthodes proposées par la révolution verte. Toutefois, la mécanisation, la mise à disposition d'intrants, le crédit facilité, la sélection des semences et du bétail, ainsi que la formation technique n'ont pas véritablement touché les producteurs les plus défavorisés et placés à l'écart du processus. Dans les zones de *minifundia* consacrées à l'agriculture vivrière et gérées par les communautés (*ejido* au Mexique, *ayllu* dans les Andes), la pauvreté perdure et s'accompagne de problèmes de malnutrition ou de dénutrition, difficilement atténués par l'aide alimentaire ou l'action des ONG. Jacques Chonchol⁶ parle de « modernisation conservatrice » car, si l'amélioration des techniques et modes de gestion est manifeste, les mécanismes sociaux restent en l'état, hiérarchisés et facteurs d'exclusion. Les tentatives de réformes agraires n'ont guère atténué le conflit foncier récurrent, elles ont été plutôt centrées sur la répartition de terres publiques ou l'ouverture de fronts pionniers, tels celui de l'Amazonie brésilienne où l'État fédéral installe des petits producteurs à la recherche d'une parcelle qui peut leur permettre de subsister un temps, avant de gagner un nouveau lopin de terre à défricher, toujours plus avant dans la forêt. Les éleveurs prennent alors le relais, n'hésitant pas à regrouper les parcelles et à constituer de grands domaines.

Ailleurs (Colombie, Venezuela, Costa Rica, etc.), la production de café en altitude est le fait d'agriculteurs familiaux aux conditions de travail précaires et déstabilisés par la fluctuation des prix (et attirés par les cultures illicites). Les difficultés sont persistantes : crédits inaccessibles, surproduction latente,

⁶ Jacques Chonchol, 1995, *Les systèmes agraires en Amérique latine – des agricultures préhispaniques à la modernisation conservatrice*, Paris, IHEAL, 366 p.

manque d'organisation collective, problème de coordination entre acteurs, définition des prix de vente, etc.

Cependant, dans certaines régions, l'intensification et la diversification ont entraîné de profondes recompositions socio-économiques locales avec le remplacement des productions vivrières par des spéculations commerciales plus intéressantes sur le plan financier, et soutenues par les pouvoirs publics et le conseil agronomique. Les exemples du maraîchage irrigué dans les hautes vallées andines vénézuéliennes, de la filière quinoa labellisée commerce équitable en Bolivie⁷, des asperges sur la côte péruvienne, des fleurs coupées en Colombie ou de la filière de la fraise dans l'État du Michoacán, au Mexique, illustrent ces stratégies récentes de tentatives d'adéquation entre demande urbaine (ou étrangère) et modes de développement agricole et local.

La progression de ces productions, en quantité et en qualité, fait écho au phénomène d'urbanisation accélérée du continent latino-américain. Les classes aisées, voire les classes moyennes, expriment de nouveaux besoins alimentaires (consommation de légumes, de pain, de viande, etc.). L'approvisionnement des marchés nationaux constitue donc une chance pour les milieux agricoles et ruraux andins, malgré le manque de logistique, l'absence de formation des producteurs et des modes productifs parfois inadaptés pour fournir régulièrement les magasins et respecter les normes de la distribution alimentaire moderne.

Pour ce qui est des plaines tempérées, les acteurs publics ont systématiquement soutenu l'intensification de la production, en favorisant le crédit subventionné, l'équipement en infrastructures, les subventions pour l'achat d'intrants, le soutien aux industries de transformation ou à la grande distribution alimentaire, et en orientant la recherche agronomique et la formation des producteurs, etc. Adeptes de technologies, à la recherche de

⁷ Aurélie Carimentrand, *Les enjeux de la certification biologique et équitable du quinoa*. Thèse de doctorat, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, 2008. 487 p.

rentabilité, ces derniers modifient leurs méthodes culturales et d'élevage au gré d'innovations tels le semis direct (lutte contre l'érosion éolienne et meilleure gestion de l'eau des sols), les plantes génétiquement modifiées ou l'utilisation du GPS. Le secteur agro-exportateur est toujours mis en avant, les dernières productions en expansion sont les agrocombustibles (éthanol de canne à sucre, biodiesel de soja), le vin, les grandes cultures, etc. Ses intérêts sont au cœur des prises de position des négociateurs en action dans les arènes internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC), leur stratégie offensive dénotant leur certitude quant à la compétitivité des filières défendues. En outre, si les intégrations (Alena, Mercosur) ont ajouté des normes et bouleversé certains marchés régionaux (Mexique–États-Unis, Argentine-Brésil, pays andins), elle n'en demeure pas moins un facteur de stimulation.

Néanmoins, depuis une dizaine d'années, l'agriculture familiale et paysanne est mieux prise en compte, parce que les gouvernements sont plus sensibles à la question rurale et en raison d'une prise de conscience d'institutions comme la Banque mondiale. Dans le sillage du Brésil et de son Programme national pour l'agriculture familiale (PRONAF), la plupart des pays latino-américains définissent des soutiens plus directs et plus amples aux productions locales orientées vers la labellisation, les circuits courts, l'agro-tourisme. Cette tendance s'inscrit parfois dans des velléités de développement local et d'aménagement des territoires ruraux. Des efforts sont accomplis pour installer, dans certaines régions, des dénominations de qualité géographique, susceptibles de mieux valoriser les produits. C'est le cas pour les vins en Argentine et au Chili mais aussi du café de qualité du Minas Gerais au Brésil, produits qui ont acquis une notoriété internationale (dénomination Sul de Minas, Droulers et Broggio⁸). Dans les pays émergents, la demande nationale associée au tourisme rural peut jouer un rôle important dans certaines régions (sud du Brésil par exemple). Tous les acteurs ne jouent pas ce jeu, et préfèrent

⁸ Martine Droulers et Céline Broggio, Stratégies caféières du Brésil dans le marché mondial, *Etudes Rurales*, 180, 2007.

miser sur le renforcement de marques commerciales plutôt que des indications de provenance géographique.

Cependant, et tandis que les mesures de protection de l'environnement ne sont guère convaincantes, la préservation des ressources et des écosystèmes naturels (face à la déforestation) restant marginale, les rares programmes sont finalement très souvent ramenés à des logiques productives, l'action consistant à tenter d'équiper les espaces ruraux en infrastructures de communication (route, voie ferrée, voie fluviale) dont l'obsolescence et la rareté surenchérisent les coûts et compliquent l'écoulement des productions, sur les centaines, voire les milliers de kilomètres qui séparent les zones de production des points de vente ou d'exportation.

Les défis du XXI^e siècle

Les modalités actuelles des activités agricoles et alimentaires latino-américaines ainsi que les enjeux de développement liés à leur évolution accélérée s'inscrivent dans un processus double et complexe : d'une part, l'offre est confrontée à des dimensions productives et foncières (réforme agraire, bouleversement des itinéraires techniques, innovation, logique spéculative/financière vs logique de production), économiques et sociales (moindre vitalité des espaces ruraux, agriculture familiale vs agriculture entrepreneuriale), environnementale (expansion spatiale, déforestation, ressources), etc. D'autre part, la demande interne est croissante et en quête de diversité (démographie, urbanisation, transition alimentaire, qualité), et la demande externe s'élargit (compétitivité, importations par les pays du Sud, règles OMC, niches tels le bio ou l'équitable, etc.). Les défis sont donc nombreux, à commencer par celui du niveau des prix aux producteurs : de rares politiques de prix garantis ou suffisamment rémunérateurs existent et la prise directe avec les conditions des marchés suppose anticipation et adaptation permanentes. Le défi corollaire est celui de la stabilité des prix au consommateur : toute crise de production et l'attractivité des exportations dégagent peu de possibilités pour juguler la rareté temporaire, surtout en milieu urbain, et l'augmentation de la valeur des aliments. En ce qui concerne le volet

alimentaire, le défi de l'approvisionnement régulier des villes et des populations urbaines est crucial tant les politiques des stocks souffrent souvent du manque d'anticipation efficace de la part des autorités, et dépendent du rôle majeur des acteurs privés. Les programmes en faveur des populations démunies sont ponctuels et le soutien aux circuits courts et à la vente directe reste à construire.

Au niveau international, alors que l'Amérique latine est perçue comme un fournisseur indispensable de *commodities* et, de plus en plus, de biens transformés, l'engouement pour les produits biologiques, la traçabilité (certification) et les biens issus du commerce équitable dessine des débouchés porteurs, mais dont l'organisation et la reconnaissance passent par le soutien public. Autre défi récurrent et aux enjeux de développement local renouvelés : celui du foncier où la spéculation liée à la location ou à l'achat de parcelles, dans le cadre de l'intensification productive actuelle, le dispute aux besoins des familles de petits producteurs ou de travailleurs urbains en demande de terres, dans un but, au départ d'autoconsommation et de couverture des débouchés locaux. Le lien est direct avec la question de la souveraineté alimentaire mais aussi avec le défi environnemental qui interroge l'utilisation plus intensive, sans beaucoup de contre-feux, des ressources naturelles, le maintien de la fertilité de sols plus lourdement sollicités, ou la poursuite de la destruction de forêts primaires et d'écosystèmes uniques (Amazonie, Cerrados, Yungas).

Tous ces défis rejoignent finalement celui d'une réflexion globale sur l'articulation entre monde rural et monde urbain. Si l'urbanisation happe populations, activités et richesses, le maintien et la diversification des activités en milieu rural surgissent en tant qu'enjeu crucial des sociétés latino-américaines futures. Ce défi convoque tous les acteurs autour de l'impérieuse nécessité de ne pas laisser se vider les campagnes et de considérer l'agriculture familiale, dans toutes ses dimensions, afin de préserver les tissus socio-économiques locaux, réfléchir à la question environnementale et organiser l'approvisionnement alimentaire des citoyens. Autrement dit, avec leur retour remarqué sur la scène sociale et politique, et leur inscription au cœur des réflexions actuelles sur le développement (le rapport sur le développement

2008 de la Banque mondiale en témoigne, l'évolution des représentations de la société et chez les élites locales, aussi), tel un pied de nez à des décennies de mise en avant de l'industrialisation comme moteur du développement, les activités agricoles et alimentaires bénéficient d'une timide réorientation des politiques publiques. Consolider et aller bien au-delà est un enjeu de développement évident.

Bibliographie complémentaire

Banque mondiale, 2009, *Rapport sur le développement dans le monde 2008 : l'agriculture au service du développement*, <http://siteresources.worldbank.org>

Cahiers des Amériques latines, 2003, n° 40, Dossier « Agricultures et marchés nationaux ».

FAO, www.fao.org

Évelyne Mesclier, 2006, *Les espaces ruraux de l'Amérique latine dans la mondialisation*, p. 137-227, in Françoise Dureau, Vincent Gouëset et É. Mesclier, *Géographies de l'Amérique latine*, Rennes, Ed. des PUR, 374 p.

Pierre Morlon, 1992, *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales (Pérou, Bolivie)*, Paris, éd. de l'Inra, 522 p.

Edelmira Pérez C., María Adelaida Farah Q., Hubert Carton Grammont (comp.), 2008, *La nueva ruralidad en América latina – avances teóricos y evidencias empíricas*, Bogotá, Ed. Clacso, 379 p.

Éric Sabourin, 2007, *Paysans du Brésil – entre échange marchand et réciprocité*, Paris, 2d. Quae, 240 p.

Sébastien Velut, 2005, *Amérique latine*, Sedes.